

Le boycott Éthiopien relance le débat sur la médiation américaine

Dossier de la rédaction de H2o
March 2020

Après neuf années de blocage dans les négociations, les États-Unis et la Banque mondiale parrainent depuis novembre 2019 des discussions visant à trouver un accord entre l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan.

En janvier, un accord était pressenti. Mais l'Éthiopie n'a pas participé aux pourparlers qui devaient se tenir les 28 et 29 février à Washington, officiellement pour pouvoir terminer ses consultations en interne. L'enthousiasme d'il y a six semaines a été douché alors que mi-janvier, l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie déclaraient qu'un accord final serait bientôt signé. La déclamation d'Addis-Abeba ne s'est donc pas déroulée à Washington et les États-Unis ont dû se contenter de discussions bilatérales avec les Égyptiens et les Soudanais. Le Caire en a profité pour se donner la part belle, rappelant avoir "toujours été de bonne foi" et plein de "bonne volonté".

Le GERD (Grand barrage Éthiopien de la Renaissance) doit devenir le plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique, mais l'Égypte craint une réduction drastique du débit du Nil en cas de remplissage trop rapide du réservoir par l'Éthiopie. Le Trésor américain, qui supervise ces pourparlers, a affirmé, le 28 février dans un communiqué, qu'un accord avait été trouvé et a invité l'Éthiopie à le signer "au plus tôt". Le contenu de cet accord n'a pas été révélé. La suite des négociations et le rôle des États-Unis sont désormais en question. On ignore encore si et quand aura lieu le prochain round de négociations. "Ça montre que les tentatives américaines de pousser les parties à signer ont échoué", explique le chercheur de l'International Crisis Group William Davison, "mais ce n'est probablement pas la fin des démarches." L'absence des Éthiopiens semble néanmoins confirmer les doutes entourant la méthode américaine. En effet, certains soupçonnent Washington d'exercer une forte pression sur les Éthiopiens pour les forcer à accepter un compromis, même s'il est à leur désavantage. "La pression semble avoir été appliquée de manière inégale entre les trois pays, et il y a un retour de flamme", analyse William Davison. "Ça a donné l'impression que les Américains tentent d'intimider Addis-Abeba." Pour ce dernier en tout cas, c'est l'Éthiopie qui a les cartes en main. Car même sans accord, le pays peut continuer à tester ses turbines et commencer à remplir le barrage. Un scénario catastrophe qui entraînerait une forte tension dans la région.

Sébastien Németh, Radio France Internationale - À l'Africa

Voir aussi l'article du même auteur - À Trump renouvelle son soutien à al-Sissi

Image Google Earth

À

À À